

Actualité Économie & Business

À L'AFFICHE

Le plan vacances d'Europcar

Durement frappé par le confinement et l'effondrement des voyages, le loueur Europcar va présenter son plan de relance cette semaine. Le JDD en révèle les axes principaux. La sécurité d'abord, toutes les voitures seront traitées avec des désinfectants organiques et virusocides jusqu'à la location suivante. Dans les agences, une politique « zero contact » sera déployée et les comptoirs nettoyés après chaque client. Sur le plan commercial, une flexibilité totale sera proposée, on pourra modifier sans frais une réservation tant de lois que nécessaire jusqu'à quarante-huit heures à l'avance. Enfin, des tarifs longs durées et longues distances seront créés pour les vacances. ■■

lejdd.fr
RETROUVEZ
TOUTE L'ACTU
SUR NOTRE SITE

LE CHIFFRE

-3%

Dans un communiqué de presse daté du 4 juin, les dirigeants de la société d'investissement Wendel, André François-Poncet et David Daemon, annoncent renoncer à 25 % de leur rémunération fixe sur trois mois pour l'année 2020. Ces sommes financent des initiatives de solidarité et de soutien social. Mais ils ne touchent pas à leur salaire variable, qui constitue plus de 50 % de leurs revenus. Soit une baisse réelle pour eux de 3 % sur l'année. Le maintien en 2020 des dividendes du groupe à 280 euros par action leur permet d'activer leur plan de performance en stock-options et de conserver leur variable à l'identique. ■■

COULISSES

Trop de masques made in France ?

Rendez-vous le 8 juin sous l'égide de la secrétaire d'État Agnès Pannier-Bruner. Les fabricants français de masques « grand public » en tissu et pourvus de garanties de filtration ont vu trop grand. Il leur faut à présent stabiliser leur production – de 25 millions d'unités par semaine – car les consommateurs ne sont pas au rendez-vous. Beaucoup continuent d'utiliser les masques chinois, ceux importés. Dans une lettre de motivation datée du 4 juin, Agnès Pannier-Bruner a demandé à son Directeur PDG de la société Tymbrey et à son directeur général, fondateur du Slip français, de trouver des idées d'achat pour la filière textile et mode mobilisées depuis plusieurs mois. ■■

FINANCE Après avoir créé sa société de conseil aux gouvernements, Anne-Laure Kiechel a amplifié sa force de frappe durant la crise

Anne-Laure Kiechel a dû décrocher la photo d'Alexis Tsipras pour repousser les murs de son bureau. L'ancien Premier ministre grec, qu'elle a aidé à restructurer sa dette, est son plus beau trophée. Celui qui vaut aujourd'hui à cette quadra au cerveau de compétition et aux yeux bleus ciliés le surnom de « banquière de la Grèce ». Qu'a-t-elle fait pour mériter ces lauriers ? Elle qui promeut « une approche holistique » dans la plaquette de présentation de sa boutique, Global Sovereign Advisory (GSA) : « Nous proposons aux États des solutions globales qui touchent leur économie, leur budget et leur dette et les aidons à impulser des réformes sectorielles », explique-t-elle. En bref, chez GSA, on regarde sous le capot avant de faire des réglages.

« La plus difficile dans ce métier est de comprendre rapidement l'ADN d'un pays, l'intégralité de ses problèmes ainsi que les priorités de ceux qui le gouvernent », poursuit-elle. Plus utile par les temps qui courent. Comme elle, les conseillers en « souverain » se sont mis en urgentistes financiers et en nouveaux maîtres du monde. La pandémie a laissé la planète en état d'urgence économique absolue. Les budgets déjà déficitaires volent en éclats et les États et leurs bailleurs de fonds (Banque mondiale, FMI, etc.) affrontent un Himalaya de dettes. Fin 2019, elles pesaient déjà plus de 230 000 milliards d'euros. Lorsqu'elle quitte Rothschild & Co pour créer GSA en janvier 2019, la « banquière de la Grèce » est, toutefois, loin d'imaginer que moins d'un an plus tard, elle murerait à l'oreille des émirats du Qatar et d'Abu Dhabi, consacrant pour restructurer l'économie dette argentine et serait mandatée par les banques pour restructurer celle du Liban. Ou qu'elle passerait à la télévision pour faire de la pédagogie sur l'explosion des déficits publics.

Aujourd'hui, cette diplômée de HEC, qui a effectué sa scolarité au lycée français Rochambeau de Washington et au lycée Louis-le-Grand à Paris, pilote une structure de 25 collaborateurs et a pour associés les anciens ministres des Finances de la Bulgarie, Simeon Djankov, et de la Grèce, George Chouliarakis, et une star des restructurations de dettes, l'avocate russe Elena Daly.



Anne-Laure Kiechel, fondatrice de Global Sovereign Advisory. DR: BERNARDINI

La dette des États est son affaire

Kiechel s'appuie aussi sur une cinquantaine d'experts spécialisés pour, dit-elle, approfondir son expertise notamment en matière « de filets sociaux » ou de « politiques en faveur de la jeunesse ».

À l'évidence, le modèle GSA fait mouche face aux poids lourds du marché, les Lazard, Rothschild, McKinsey ou des experts comme Dominique Strauss-Kahn et Matthieu Pigasse, ex-patron de Lazard France. Un monde dominé par des mâles blancs de plus de 50 ans et une quasi spécialité française où cette rescapée de la faillite de Lehman Brothers a su trouver sa place. En un peu plus d'un an, sa firme installée rue de Penthièvre à Paris a décroché 20 mandats de différents gouvernements, dont l'Albanie, le Kazakhstan, trois pays du Moyen-Orient, trois en Amérique latine et six pays africains. Pendant le confinement, Anne-Laure Kiechel et ses trois mousquetaires polyglottes et accrus au travail n'ont fait qu'une entorse aux pratiques du métier. Ils ont arrêté de sauter à tout bout de champ dans les avions pour répondre à des appels d'offres ou pour rassurer des ministres au bord de la crise de nerfs.

La pandémie a projeté les États en territoire inconnu et accru

d'autant les attentes à leur égard. « Nous les aidons à trouver des liquidités pour garantir leur solvabilité et essayons de préparer la meilleure réponse possible », résume depuis Athènes George Chouliarakis. « Notre travail a changé de dimension : avant la pandémie, c'était surtout de l'ingénierie financière, aujourd'hui l'impact social de nos

La « banquière de la Grèce » travaille pour 20 gouvernements

mesures est devenu une priorité », pointe Elena Daly. « Et il n'y a pas de formule magique mais de cas par cas avec, par exemple, dans pas mal de pays une attention particulière au poids de l'économie informelle ou à des risques de décrochage sélectif pour les filles, c'est beaucoup plus granulaire et global qu'avant », soumet Simeon Djankov, qui opère depuis Washington D.C.

« Jusqu'à changer les trajectoires d'une nation ? » Les réformes que nous proposons s'inscrivent au-delà

des temps politiques », tempère l'ancien ministre des Finances bulgare. « Selon les économistes, il va sans doute falloir restructurer la dette d'une quarantaine d'États contre cinq aujourd'hui et être très créatif », appuie Elena Daly. Pour la patronne de GSA, le contexte a ouvert de nouvelles perspectives aux apprentis sorciers de la dette. « Grâce aux remèdes testés ou observés dans les différents pays, nous avons une idée de ce qui peut marcher et nous pouvons aider les décideurs politiques à établir des priorités dans leurs dépenses et à ce qu'elles soient le plus efficaces possible », dit-elle. Le choc du Covid a aussi enrichi leur boîte à outils. Le loyer de l'argent devenu quasi gratuit favorise l'émission d'obligations perpétuelles et/ou leur mise en commun, voire la distribution aux citoyens par les banques centrales de « monnaie hélicoptère ». « Ce qui nous rend plus optimiste en Europe, c'est que l'idée de mutualisation des dettes et de partage des risques gagne du terrain », analyse George Chouliarakis. De qui faciliter une sortie de crise et garder intacte « l'adrénaline » d'Anne-Laure Kiechel. ■

L'appli qui fidélise contre la crise

START-UP Avec les mairies, Keetix relance les commerces en récompensant les consommateurs réguliers

Quatre cent mille euros pour booster la reprise économique des commerces locaux et le pouvoir d'achat. C'est la somme mobilisée par la communauté d'agglomération de Narbonne dans le cadre d'un accord passé avec la jeune société montpelliéraine Keetix. Dès juillet, jusqu'à épuisement de cette enveloppe, chaque client des 3 000 commerçants référencés pourra recevoir 30 % de la somme dépensée chez eux. Pour cela, il suffit de télécharger l'application Keetix sur son téléphone, la connecter à son compte bancaire et utiliser sa carte pour que ses achats soient récompensés. « Dans l'appli, une fois que la cagnotte atteint 15 euros, l'argent peut être viré en un clic sur son compte bancaire », explique Jean-Christophe Ruisier, le fondateur de Keetix, qui souligne l'intérêt croissant des collectivités pour ce dispositif de redynamisation des points de vente. « Après le confinement, on peut aider à éviter la catastrophe », affirme le dirigeant. En décembre, pour soutenir les commerçants déjà affectés par le mouvement des Gilets jaunes, la Région Occitane et le département de l'Hérault ont apporté 90 000 euros à distribuer aux clients qui effectueraient leurs courses dans les boutiques de Sète, Béziers et Montpellier. Ce qui a généré 850 000 euros de chiffre d'affaires dans 2 650 magasins.

Des commissions de 25 %

Créée en 2015, Keetix a pour objectif initial d'aider les commerces physiques, souvent en centre-ville. « À la différence d'autres acteurs de cashback, on travaille beaucoup avec les petites enseignes », déclare Jean-Christophe Ruisier. Pour autant, dans le cadre de son développement national, officialisé en mai, l'appli récompense aussi les consommateurs pour les achats en ligne auprès de 300 grandes marques comme Conforama ou Marionnaud. L'entreprise se rémunère en percevant 25 % des sommes reversées aux clients. Son activité a généré un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros en 2019. Des résultats qui devraient exploser en passant à 12 millions d'euros en 2020, selon son dirigeant. Déjà implantée dans 13 villes françaises, dont Paris et Lyon, le start-up se prépare à lever 3 millions d'euros et à doubler ses effectifs. ■